



## La brume s'installe

Contre toute attente, le Premier ministre est resté relativement sobre au chapitre des nouvelles technologies. Il a très peu fait mention des enjeux liés à l'intelligence artificielle et aux technologies disruptives.



**Manisha Dookhony**



**Ramesh Caussy**



**Arvin Halkhoree**



**Nathaniel Tsang Mang Kin**



**Shateeam Sewpaul**

**PAS** plus tard que vendredi dernier, le CEO de Partnering Robotics, le Dr Ramesh Caussy, a annoncé l'implantation d'une future chaîne de production et d'exportation du robot Diya One. Autant dire que le pays progresse lentement mais sûrement dans le domaine de l'intelligence artificielle. Or, le Budget 2019-2020 effleure à peine l'avènement de l'industrie de la robotique, qui pourrait pourtant potentiellement redynamiser le secteur de l'exportation, attirer des investisseurs internationaux et accélérer la réforme du curriculum.

Interrogé, le Dr Ramesh Caussy commente : « Il est vrai que le Budget ne mentionne

pas de mesures concrètes pour l'investissement dans ce secteur innovant. Cependant, le projet d'implantation de Partnering Robotics est très récent et je pense qu'il lui faut du temps pour prendre forme. Toutefois, les acteurs des secteurs public et privé comme la State Investment Corporation et la MCB, sont déjà impliqués dans le financement du projet et c'est déjà extrêmement encourageant ».

Pour Nathaniel Tsang Mang Kin, cofondateur d'IAME, l'avancée la plus intéressante contenue dans le Budget réside dans le positif de Post Work Study. « À Maurice, il y a une pénurie de main-d'œuvre qualifiée

dans le domaine technologique. Le cursus académique des diplômés et les outils d'apprentissage mis à leur disposition doivent être impérativement dépoussiérés. En même temps, le pays accueille nombre d'étudiants très brillants venant du continent africain et ayant des compétences réelles. Souvent, ils viennent grâce à des bourses d'études et c'est un casse-tête pour les retenir. Avec le Post Work Study, effectivement, cela soulagera les start-up et les grandes entreprises qui pourront finalement les intégrer après leurs études... Pour les entreprises, c'est une aubaine car ces étudiants peuvent représenter un premier contact de grande qualité en vue d'investir dans ces pays », ajoute-t-il.

Pour sa part, tout en saluant les initiatives en vue de pallier le manque de compétences en matière de nouvelles technologies, le General Manager de Harel Mallac Technologies, Shateeam Sewpaul, observe que « le Budget 2019-2020 répond en général à des objectifs de court - moyen terme. Cependant, des initiatives stratégiques sont requises pour s'attaquer à des enjeux plus fondamentaux pour ce secteur. Une approche plus expansive et approfondie est nécessaire pour répondre aux impératifs de l'industrie 4.0, voire l'industrie 5.0 qui pointe déjà. Car, pour réussir la transformation technologique au niveau industriel, il faut planifier avec précision une approche intégrée et holistique et s'engager dans la montée en compétences locales. Toutes les mesures liées au secteur de l'information et de la communication doivent être reliées de façon cohérente avec la vision de Digital Island qui a

été prônée dans les budgets précédents ».

### L'EXEMPLE DU RWANDA

Parmi les mesures annoncées, le Budget 2019-2020 prévoit la création d'une plateforme de connexion unique pour permettre au public d'avoir plus facilement accès aux services en ligne. « C'est un bon début », soutient Manisha Dookhony, cofondatrice de Rwenzori Consulting. L'économiste, qui est également conseillère auprès de l'Economic Development Board de Madagascar, établit un parallèle avec le Rwanda, qui entend rendre plus de 300 services en ligne accessibles à la population. Une centaine de services en ligne fonctionnent déjà. Et, pour ceux qui sont privés d'électricité, des points de connexion publics ont été mis à la disposition des citoyens. « Pas question de chômer à Maurice. Il y a un vaste chantier qui reste à prendre à bras-le-corps pour réussir le pari de la transformation technologique », insiste-t-elle.

Pour l'économiste, la mise en route des premiers services en ligne comme l'impression gratuite des actes de naissance, l'inscription scolaire, l'enregistrement de véhicules ou la recherche d'informations sur les titres de propriété permettra graduellement le développement de myriades d'autres services. « Cela peut augmenter l'efficacité des services et contribuer à la transparence. Pour l'heure, il est vrai que les Mauriciens gaspillent beaucoup de temps à faire la queue pour la paperasse. Des fois, au sein d'un même ministère, les différentes branches ne sont pas connectées et l'information ne circule pas par voie informatique. C'est dans

ces conditions que le citoyen n'arrive pas à faire confiance au système et que certains en profitent ou permettent qu'il y aient des passe-droits », observe Manisha Dookhony.

En matière de recherche et de développement, le Mauritius Research and Innovation Council se verra doter d'un capital de Rs 100 millions. Reste à savoir le mécanisme d'attribution de ces fonds. Il s'agit aussi de savoir quels sont les projets qui seront financés, ce qui pourrait intéresser les start-up existantes. « Si des fonds sont rendus disponibles pour faire de la recherche, il faudra faire la distinction entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée. Dans le cas des start-up, le facteur temps est crucial. Et si elles

doivent attendre plusieurs mois avant de bénéficier des fonds nécessaires à la recherche et au développement, il se peut que l'avancée technologique se perde ou devienne obsolète », précise Nathaniel Tsang Mang Kin.

Concernant les technologies disruptives, comme la Blockchain, l'on reste sur notre faim. Pour Arvin Halkhoree, Senior Associate-Barrister à Juristconsult Chambers, c'est un mauvais signal d'autant plus que Maurice est en concurrence avec de nombreux pays en matière de technologies d'avant-garde. « Et si les efforts d'annonce s'accumulent sans suite cohérente, cela détournera les start-up du pays. Par exemple, il y a un an, nous avons annoncé la création d'une 'Digital Assets Custodian Licence' mais, pour l'heure il n'y a toujours pas de 'Digital Market'. De même, on a créé un cadre légal pour attirer les start-up mais ensuite on impose des droits d'obtention de licence à hauteur d'USD 30 000, ce qui est extrêmement onéreux », déplore-t-il.

Contacté alors qu'il participait à une conférence d'experts en Afrique du Sud sur l'impact des nouvelles technologies sur le cadre législatif, il commente : « Le Budget mentionne le crowdfunding. Mais il faut bien définir comment et à quel prix l'on obtient cette licence qui permet de faire des levées de fonds. Il n'y a aucune logique si la FSC impose des droits qui seraient aussi élevés que pour les sociétés qui passent par la Stock-Exchange of Mauritius. Le concept même du crowdfunding serait réduit à néant si nous rendons son accès onéreux pour les start-up et petites et moyennes entreprises ».

Roma BRUMHUN

## Il y a une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur

